



Communistes



Parti Révolutionnaire COMMUNISTES

COMMUNISTES, 99 bis avenue du Général Leclerc 75014 Paris, communistes2@wanadoo.fr

www.sitecommunistes.org

Prolétaires de tous les pays unissez vous !

Bulletin Université Recherche mars 2019 N°81

quelle perspective politique ?

La politique anti sociale du pouvoir politique macronien, fondé de pouvoir des grands groupes capitalistes, suscite la colère et le mécontentement de larges couches de la population laborieuse.

Ce mécontentement s'exprime sous des formes diverses d'où surgit une question essentielle : les moyens de vivre correctement en travaillant et d'assurer un avenir à la jeunesse. Cette montée des luttes s'observe déjà depuis un moment avec les actions des retraités contre la baisse de leur pouvoir d'achat, déjà bien bas, celles des lycéens et des étudiants contre la sélection sociale, pour pouvoir étudier et trouver un travail intéressant et qualifié loin de la précarité généralisée qu'organise le patronat, celles des salariés pour les salaires, l'emploi et les conditions de travail, celle des cheminots contre le démantèlement du service public et de leur statut, celles menées contre les lois et Khomri et la loi travail qui démantèle le code du travail, celles des hospitaliers et des personnels des Ephad qui n'en peuvent plus de conditions de travail et d'une santé sacrifiée sur l'autel de la rentabilité financière...la liste est longue et montre que sous la férule des exigences du capitalisme la France et ses travailleurs vont mal, mais n'en rabattent pas en continuant le combat.

Alors que faire ?

Depuis longtemps la vie politique ne nous propose que des solutions pipées pour la même politique. Un jour la droite, l'autre la gauche, puis la droite et la gauche en attendant tous ceux qui sont en réserve pour continuer dans la même voie. Certes ils se déchirent sur les écrans de télévision mais en réalité, ils n'ont comme horizon que la mise en œuvre de la politique capitaliste au sein du pays et de l'Union européenne.

Pour les arrêter, seule la lutte unie, résolue ancrée dans les entreprises et les services peut permettre de les stopper.

Ce rapport de force, l'histoire sociale nous montre que c'est le seul moyen d'obtenir des succès revendicatifs. Mais cela ne suffit pas et là aussi l'histoire nous l'enseigne, le capital revient à la charge pour récupérer ce qu'il a momentanément dû céder sous la pression.

Ouvrir une perspective de changement politique qui mette fin à la domination du grand capital monopoliste est Organiser le changement révolutionnaire de la société en arrachant le pouvoir à la bourgeoisie qui dirige le pays en lui confisquant ses moyens économiques et ceux de son état entièrement à son service est primordiale.

Seule cette perspective révolutionnaire est crédible, tout le reste nous enfonce encore plus profondément dans la crise du système capitaliste avec tous ses dangers de dictature et de guerre.

Venez en discuter avec nous le lundi 11 mars à 18H00 à Jussieu¹

¹ si vous êtes intéressés par ce débat vous pouvez nous contacter : communistes2@wanadoo.fr

Augmentation des frais d'inscription : un pas de plus dans la mise sous tutelle de l'Université par le capital!

En augmentant les frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers à l'espace économique Européen, le gouvernement étripe le principe d'égalité et de fraternité.

Cette politique met d'emblée les étudiants extra européens de milieux modestes hors-jeu pour accéder aux études supérieures.

Un étudiant européen a-t-il plus de valeur qu'un Africain, Asiatique ou Sud-Américain ?

En instaurant un tarif discriminatoire pour les étudiants extra-européens souhaitant suivre leurs études en France, le gouvernement met fin aux principes d'égalité entre les étudiants quelle que soit leur nationalité: c'est inacceptable et il y a même comme un air de racisme.

Rayonnement des universités françaises en danger : Les arguments avancés par le gouvernement d'attirer plus d'étudiants étrangers et augmenter le rayonnement du système universitaire français sont non seulement contradictoires mais également contre productifs. Il est clair que cette réforme va dans le sens de la mise en place de la sélection à l'université avec seul objectif la réduction des effectifs et donc des niveaux d'instruction et qualifications plus faibles dans les prochaines années. Jusqu'à présent plus de la moitié des étudiants étrangers proviennent de l'espace francophone et le reste d'Asie et Amérique du sud. Ces étudiants venant de pays plutôt pauvres auront-ils la motivation et les moyens de venir en France après la réforme ? Ces jeunes sont obligés souvent de travailler en parallèle à leurs études pour pouvoir vivre. Perdre cette partie importante d'étudiants pour le système universitaire sera tout à l'opposé du rayonnement de la France.

Après les extra-Européens, ce sera pour TOUS et PLUS CHER ! Ne soyons pas dupes, les expériences dans d'autres pays ont montré qu'une augmentation concernant les étrangers d'abord s'étend ensuite à tous les autres. Cela a été le cas en Grande-Bretagne et en Suède. C'est une stratégie bien ficelée, lorsqu'un état souhaite supprimer ou réduire un service public, cela commence toujours par facturer le service à une partie de la population et dans un second temps, sous prétexte d'égalité entre tous, on étend au reste de la population.

Les étudiants étrangers = fardeau : c'est FAUX ! En stigmatisant certains étudiants, le gouvernement laisse se développer l'idée que ces derniers sont un fardeau pour la France. Campus France a estimé le bénéfice net (après déduction du coût des formations) autour de 1,6 milliards d'euros par an rapporté par ces étudiants. En effet, une fois diplômés ils travaillent et produisent de la richesse. Parfois ils restent en France pour combler des emplois non pourvus par manque de personnes qualifiées. Sans oublier que ces étudiants en arrivant dans le système supérieur n'ont pas coûté un euro pour leur formations primaires et secondaires contrairement aux étudiants vivants en France depuis toujours !

Oui, tous les étudiants français ou étrangers, les personnels ont raison de se battre contre cette politique qui poursuit la mise sous tutelle de l'enseignement supérieur et de la recherche aux intérêts du capital.

Une licence BNP à Paris Lettre Sciences !

La mise en place d'une « licence BNP » au sein de PSL qui est en soi un grave problème s'accompagne d'une convention de mécénat dans lequel la BNP s'engage à verser 8 millions d'Euros sur 5 ans à la fondation de PSL. Avec cette démarche, la BNP s'offre à moindre frais la formation de cadres « à sa main » qu'elle pourra ou non embaucher. Il s'agit rien de moins que d'une privatisation de l'Université au service de la finance privée. Les gémissements de la direction de PSL justifiant le mauvais coup par le besoin de moyens financiers, n'est qu'un prétexte pour liquider l'Université publique. Seule la lutte pourra permettre de donner un coup d'arrêt à cette politique de liquidation du service public d'enseignement supérieur et c'est possible si nous nous y mettons tous ensemble !